

Michel Mabile

28 rue Félicien David

78100 Saint Germain en Laye

e-mail : michelmichel.mabile@wanadoo.fr

Christophe Barbier

Directeur de la rédaction

L'Express

29, rue de Chateaudun

75009 Paris

Saint Germain en Laye, le 9 mai 2012

Monsieur le Directeur,

Abonné à l'Express, je me permets de réagir à votre éditorial, fort long, du numéro 3175 suite à l'élection de M. François Hollande à la Présidence de la République. Je me réfère pour réagir à la devise de votre journal : « Dire la vérité telle que nous la voyons », belle devise qui impose l'objectivité.

Vous affirmez que Nicolas Sarkozy a perdu pour son style, ce qui est sans aucun doute une part de vérité. Vous ajoutez qu'il a été « châtié, chassé pour l'échec de sa politique ». Vous détaillez ensuite toutes les erreurs qu'il a, à vos yeux commises, en niant toute réalité : La crise qui a empêché sa politique de croissance de prendre son envol, la rectification de la loi TEPA qui a conduit à ce que les « riches » français soient aujourd'hui les plus imposés de l'Union Européenne, à une ou deux exceptions près. Vous omettez de dire que la France est, d'après l'OCDE un des seuls pays où les inégalités n'ont pas progressé durant la crise et un des pays les plus égalitaires,.... Vous semblez également ignorer que Nicolas Sarkozy a été victime de la campagne de désinformation et de calomnie la plus vive qu'un Président ait eu à supporter depuis Valéry Giscard d'Estaing. M. Hollande n'a en fait du sa victoire qu'à un anti-sarkozysme patiemment construit durant ces 5 années, jusqu'au point d'orgue de l'affaire Médiapart, sortie comme par hasard entre les deux tours !

Puis vous mettez en garde, fort justement, M. Hollande sur les difficultés qu'il aura à affronter et sur le côté irréaliste de son programme. Que ne l'avez-vous pas souligné plus tôt. Je vous ai longuement écouté au cours de vos interventions à l'émission « C'est dans l'air ». Je ne vous ai jamais entendu dire, comme vous le dites dans l'éditorial, que le nouveau Président devra appliquer en grande partie la politique suivie et proposée par le Président sortant. C'est vrai que le dire avant l'élection c'était prendre le risque de faire réélire Nicolas Sarkozy, ce à quoi vous ne pouviez vous résoudre, compte tenu de la tonalité de l'ensemble des médias reflétant à l'évidence un choix partisan. C'était prendre le risque de voir votre journal montré du doigt comme étant « de droite » voir « d'extrême droite ». Je ne saurai vous en blâmer trop : votre principal concurrent, le Point, a fait de même, propageant toute une série de contre vérités ou occultant des réalités qui auraient pu diminuer les chances de victoire du candidat de gauche à l'élection présidentielle.

Vous donnez le conseil à François Hollande de modifier sa politique et de renoncer à certains de ses engagements de campagne suite à l'audit des comptes qu'il va demander à la Cour des Comptes. Vous omettez de faire observer que, grâce à Nicolas Sarkozy, la Cour des Comptes est présidée par un ami

.....

politique proche de M. Hollande. Celui-ci aurait-il trahi ses amis en leur transmettant des informations erronées sur la situation des comptes publics ? Cette manœuvre est dérisoire et l'opinion publique, au demeurant peu satisfaite d'un Président qui ne recueille qu'environ 35% des voix du corps électoral risque fort de rejeter ce procédé peu courageux.

Et lorsque vous affirmez avec force que « ...Votre exigence de renégociation du traité en cours est, déjà, obsolète », vous donnez à vos propos une dimension quasi grotesque, tant vous avez affirmé le contraire avant l'élection. La convergence des politiques économiques en Europe, que vous appelez de vos vœux, était, et vous le savez ce que proposait N. Sarkozy, le même que vous avez conduit à faire rejeter par l'opinion avec vos manœuvres. Votre prise de position est aussi incohérente que celle de F. Bayrou déclarant voter pour un candidat dont il combattrait la politique car elle est, à ses yeux, inadaptée à la résolution des problèmes de la France.

Je ne souhaite pas pour M. Hollande de subir le même sort que M. Sarkozy et de faire l'objet du même lynchage médiatique. Cela est difficile tant le personnage est secret, quand l'autre était transparent. Il ne donne prise à rien tant les résultats de ses actions passées ont été faibles. Vous auriez tout de même pu enquêter par exemple sur les 12 ans qu'il a passés à la tête du PS, tenter de savoir pourquoi il avait laissé tant de fédérations sombrer dans la débauche. Vous auriez pu également essayer de tirer un bilan objectif de sa gestion à la tête du département de la Corrèze (budget, bilan économique, lutte contre le chômage...). Je n'ai vu aucune enquête de ce type pourtant facile à réaliser. Vous auriez pu également vous informer et nous informer sur son image internationale au travers de votre réseau de correspondants à l'étranger. Ceci aurait permis une comparaison objective des deux personnages en lice pour la fonction suprême, au lieu de vous en tenir à une absence d'investigation sur le candidat de la gauche et des médias, et sur un portrait uniquement à charge et souvent calomnieux du Président sortant.

J'attends de votre part de faire preuve d'objectivité, ce qui devrait être la première règle de tout journaliste. A votre décharge, vous ne faites pas exception au sein d'une corporation qui ne s'est pas honorée au cours de cette campagne.

Maintenant, j'espère que vous aurez le courage de reconnaître le danger qu'il y aurait à avoir une France « tout PS » en cas de victoire de la Gauche aux élections législatives. Outre les élus et le gouvernement, la Gauche contrôle déjà les médias et la justice : cela fait beaucoup trop et s'apparente à un Etat totalitaire. Je ne pense pas, en plus, que François Hollande ait le courage dont a fait preuve N. Sarkozy qui, par exemple, a nommé Jean-Luc Hess, résolument de Gauche, à la tête de Radio France ou Jean-Pierre Jouyet, proche de F. Hollande à la tête de l'AMF après l'avoir eu comme ministre pendant près de 4 ans ; j'attends de F. Hollande qu'il fasse preuve du même sens de l'ouverture et de la tolérance que N. Sarkozy en supprimant la présidence du Conseil Supérieur de la Magistrature par le Président de la République pour la nomination des magistrats. J'attends également de savoir qui présidera la Cour des Comptes....

J'ai peur pour notre beau pays. J'ai peur que le sectarisme ne conduise à une fracture au sein des français. Ne contribuez pas à cette dérive. Il vous appartient maintenant de rétablir la vérité sur un

Page 3

certain nombre d'avancées opérées par la Président sortant, largement occultées durant la campagne et de rappeler le nouveau Président à ce devoir d'ouverture. Il vous appartient, comme à vos collègues des médias, à retrouver le sens de l'équilibre et de l'objectivité, indispensable en démocratie. C'est mon souhait le plus sincère.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Michel MABILE